

Séances du Jeudi 7 mars 2024 13h30 – 17H00

Olympes de Gougues - 2ème étage salle 209

Mobilisations environnementales

par Mélanie Antin, Leïla Chakroun et Lucie Fortun

La permaculture, une forme de militance mésologique ?

Retours sur des enquêtes en milieux permacoles, en Suisse et au Japon.

par Leïla Chakroun

En tant que concept, la permaculture évoque tantôt des techniques de jardinage écologique tantôt un renversement radical du paradigme moderne par une reconnexion à la Terre. En tant que communauté de pratiques internationale, la permaculture a été qualifiée comme faisant partie de la mouvance des mobilisations environnementales dites « néo-matérialistes » (Centemeri 2019), du fait qu'elles activent des leviers de transformation à partir du *design* de milieux de vie et de l'adoption de pratiques de subsistance agroécologiques. Ainsi, à la différence des mouvements sociaux dits « traditionnels », la permaculture a tendance à exiger de l'individu qui s'engage, non pas tant qu'il se « sacrifie » pour une cause, mais, au contraire, qu'il *s'affirme* en tant que sujet, et plus exactement en tant que sujet *relationnel* et *spatial*. La permaculture invite, en effet, non seulement à agir *spatialement*, par le re-design d'un lieu, mais aussi de se penser et se réaliser en tant qu'« être spatial », c'est-à-dire existentiellement connecté au devenir des milieux humains, aux autres êtres humains et non humains qui les peuplent.

Se joue alors une double injonction à la subjectivation et à l'engagement, qui longtemps étaient vus comme antinomiques (Pleyers 2016), et parallèlement entre subsistance et résistance (Pruvost 2021). À travers des enquêtes longues dans les milieux de la permaculture en Suisse et au Japon, j'ai dégagé ce qui, dans cette manière de s'engager, permet de nourrir une approche mésologique du « devenir sujet » en temps d'Anthropocène.



Leila Chakroun a récemment obtenu son doctorat en sciences de l'environnement à l'Université de Lausanne (Institut de Géographie et Durabilité, intitulée, « En quête d'autres milieux. La permaculture au prisme de la mésologie en Suisse et au Japon ». Sa thèse propose le concept de « soi mésologique » pour qualifier le devenir-sujet qu'engage la permaculture, et ouvre plus largement, sur ce qu'implique exister et résister en temps d'Anthropocène. Leila est actuellement postdoctorante en géographie environnementale à l'Université de Reims, sur le projet « Âge2SCoT » portant sur l'urbanisme agroécologique, et sur le renouvellement des outils de planification territoriale face aux enjeux environnementaux et climatiques. Parallèlement à ses recherches, Leila est impliquée dans plusieurs collaborations arts-sciences en Suisse, aux côtés d'institutions culturelles (Far° ; Théâtre de Vidy) et d'artistes (Ruth Childs ; Nicole Seiler).

Le potager comme espace de soin(s) et de politisation : femmes mapuche en lutte pour la souveraineté alimentaire (Chili)

par Mélanie Antin

Le Chili est souvent présenté comme le laboratoire des politiques néolibérales en Amérique du Sud. L'exploitation forestière, dans les régions mapuche, a été présentée comme le nouvel « or vert » (Ulloa, Barton 2021), permettant de désenclaver et moderniser ces territoires-corps. Cinquante ans plus tard, ces plantations sont toujours sources de conflits, et, dans un *continuum* de violences coloniales, affectent les relations matérielles et symboliques qu'entretiennent les communautés mapuche à leurs territoires. Les femmes, sont les plus touchées par cette « modernité excluante » (Vasconcelos, 2020), mais aussi celles qui ont maintenu la subsistance, la biodiversité dans les potagers, les savoir-faire agricoles, médicinaux, culinaires et artisanaux. Face à des politiques de développement, pensé « par le haut », les femmes rurales et autochtones s'organisent pour défendre la souveraineté alimentaire, tant en local, que dans la formulation des politiques publiques. Leur lutte politise le potager, un espace souvent relégué à l'intime, et en fait un lieu d'émancipation. Ma présentation s'attachera à montrer les différentes échelles de leurs mobilisations : au niveau communautaire, par le biais d'une pratique de troc, au niveau régional, en s'opposant à de grands projets de développement, et au niveau national, par un travail de négociation avec des acteurs institutionnels. Loin d'être toutes explicitement inscrites dans une dynamique politisée, elles expriment cependant le lien entre justice environnementale et anticolonialisme, depuis le prisme de l'alimentation. En cette veille du 8 mars, il me semble important de rappeler que leur contribution est nécessaire pour actualiser la vision, souvent essentialisée, des femmes autochtones des Suds.



Mélanie Antin : doctorante en socio-anthropologie à l'Université Paris Cité, laboratoire LADYSS. Mes recherches portent sur les mouvements agroécologiques en Amérique latine, depuis une perspective féministe. Ma thèse se situe au Chili, auprès de collectifs de femmes, engagés pour la défense de la souveraineté alimentaire. Plus généralement, je m'intéresse aux questions agricoles et alimentaires et aux conflits socio-environnementaux liés aux grands projets extractivistes. Face à la privatisation du vivant, quelles sont les alternatives qui émergent de ces luttes et comment les expériences subalternisées portent d'autres rapports au monde ? Passionnée par les semences, j'expérimente ma propre grainothèque.

Océanisation des mobilisations environnementales contemporaines: corps, engagement et politique

par Lucie Fortun

Depuis une quinzaine d'années, les alertes touchant à l'état de dégradation écologique globale et les pressions anthropiques qui lui sont associées s'intensifient dans le débat public. Dans ce contexte, une attention particulière est portée à la mer qui se traduit par une accélération de la mise à l'agenda politique des enjeux maritimes avec la multiplication d'événements institutionnels nationaux, européens et internationaux (Cadalen et al. 2022), par l'impulsion de travaux de recherche en Sciences Humaines et Sociales constitutifs d'un nouveau champ d'études en Humanités Bleues (Mentz, 2009, Steinberg et Peters, 2015, Deloughrey, 2017, Benvegna et al. 2019, Braverman et R. Johnson, 2020, Grancher et al. 2023) ou encore par l'émergence de nouveaux espaces d'expressions politique, de réflexions, et d'actions où l'océan occupe une place centrale. C'est au cours d'une enquête ethnographique exploratoire d'un événement mêlant ces différents milieux, politique, recherche et citoyen, que de nouvelles expériences, de nouvelles paroles, ont émergé posant l'hypothèse d'une transformation des mobilisations environnementales. Dans cette présentation, je m'appuierai sur l'ethnographie de cet événement, sur un projet de recherche-action et sur une ethnographie en cours, pour identifier les complémentarités et les singularités de ces nouveaux ressorts de l'engagement pour la protection et la défense des océans et venir questionner l'idée d'une « océanisation des mobilisations environnementales ».



Lucie Fortun : doctorante en Humanités Environnementales à l'Université Paris Cité au sein du Ladys.

Dans mon travail de thèse, je m'intéresse aux nouvelles manières d'agir avec et par la mer. Je cherche à identifier des formes d'articulations et de relations entre expérience maritime et engagement politique susceptibles de transformer des subjectivités, à partir des expériences vécues corporelles, des répertoires d'action et des discours critiques, des imaginaires et des

récits. Je m'intéresse à des collectifs engagés qui traduisent leur concernement par un embarquement à la voile, pouvant incarner des transformations de leur mode de vie, par la mobilisation de compétences acquises dans des univers professionnels proche du monde maritime, ou parfois plus lointain, par des pratiques de sensibilisation originales etc. Actuellement, j'observe le paysage ces nouvelles formes de mobilisations pour l'océan à partir d'un territoire où la question de la maritimité est particulièrement signifiante, le Finistère.